

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JANVIER 2024**  
**COMMUNE DE MUSSY-SUR-SEINE**

La réunion a débuté le 29 janvier 2024 à 18h30 sous la présidence du Maire, Monsieur PETIT DE BANTEL Henri.

**Membres présents :**

Monsieur DESMIER Jean-Louis - Maire-Adjoint  
Madame DULIERE Charlotte  
Madame FASSENTIEUX Sylvie  
Madame GORCE Sophie  
Madame JACQUEL Pascale  
Madame LOISEAU Marie-Luce - Maire-Adjoint  
Monsieur PASTORET Geoffroy  
Monsieur PETIT de BANTEL Henri - Maire  
Madame PETOT Laurence  
Monsieur ROYER Georges – Maire Adjoint  
Monsieur WOTAWA Pierre - Conseiller Municipal délégué

**Membres absents représentés :**

Monsieur MANCHON Marc Pouvoir donné à M DESMIER Jean-Louis - Maire-Adjoint

**Membres absents :**

Madame CHASSAIN Martine  
Monsieur CORNAGGIA Mattéo

Secrétaire de séance : Monsieur DESMIER Jean-Louis

Le quorum (plus de la moitié des 14 membres) étant atteint, la séance est ouverte.

**Ordre du jour :**

D01\_24 - Approbation du rapport de la CLECT  
D02\_24 - Demande de stationnement d'un commerce ambulant  
D03\_24 - Représentant du conseil municipal pour la commission de contrôle de la liste électorale  
- Résiliation de bail de terre AOC  
D04\_24 - Délégation de pouvoir au Maire pour les admissions en non-valeur  
D05\_24 - Désignation du référent déontologue  
D06\_24 - Mise en place de la prime pour le pouvoir d'achat  
D07\_24 - Amortissement ligne électrique renfort RESEA  
D08\_24 - Demandes de subventions  
D09\_24 - Postes saisonniers  
D11\_24 - SDEA Pose de luminaires rue des Degrés  
D10\_24 - Demande d'annulation des plans d'alignement  
- Questions diverses

---

<b>D01_24 - Approbation du rapport de la CLECT</b>
--

La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées, ou CLECT, a pour mission principale d'évaluer les charges liées aux transferts de compétences entre communes et intercommunalités ayant opté pour la fiscalité professionnelle unique et d'établir un rapport portant évaluation des charges transférées.

Elle se prononce également par un nouveau rapport chaque fois que le conseil communautaire envisage, dans les conditions prévues par la loi, de modifier le montant des attributions de compensation versées aux communes membres.

Lors de sa réunion du 18 décembre 2023, la CLECT a proposé de fixer les attributions de compensation définitives pour 2023 :

- En revalorisant la part communale de Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) de 7,1%, suivant l'augmentation exceptionnelle des bases fiscales entre 2022 et 2023.
- En réintégrant dans le calcul des attributions de compensation, pour les communes concernées, la compensation part salaire (CPS) sur la base des montants perçus par la commune en 2022, plus favorables que ceux qu'elle aurait perçus en 2023 du fait de la révision du coefficient de variation.

Considérant que le rapport de la CLECT doit faire l'objet d'une approbation par la majorité qualifiée des deux tiers des communes représentant plus de la moitié de la population ou la moitié des communes représentant les deux tiers de la population,

Il est proposé au conseil municipal d'approuver les conclusions du rapport de la CLECT figurant en pièce jointe.

**Après en avoir délibération, le conseil municipal :**

**APPROUVE** le rapport de la CLECT.

**12 voix pour**

#### **D02\_24 - Demande de stationnement d'un commerce ambulant**

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de Monsieur Dany HUBSCHWERLIN d'Avirey-Lingey, qui demande de stationner une remorque de restauration rapide à emporter « Le Yéti Pizza », sur la place du 8 Mai le mercredi de 17h30 à 21h00.

**Après délibération, le conseil municipal :**

-**AUTORISE** le stationnement de son commerce de restauration à emporter « Le Yéti Pizza » sur la place du 8 Mai, devant la Mairie,

-**AUTORISE** le stationnement à raison d'une soirée par semaine, le mercredi de 17h30 à 21h00,

-**FIXE** le montant de la redevance à 12 € par jour,

-**PRECISE** que cette autorisation est valable jusqu'au 31 décembre 2024, renouvelable sur demande,

-**AUTORISE** le Maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

**12 voix pour**

#### **D03\_24 - Représentant du conseil municipal pour la commission de contrôle de la liste électorale**

Vu le code électoral, notamment ses articles L.19 et R.7 à R.11, relatifs aux commissions de contrôle des listes électorales,

Vu les propositions des maires des communes concernées,

Vu les désignations des représentants par le président du tribunal judiciaire du département,

Vu l'arrêté n°BEMP2023320-001 portant nomination des membres des commissions de

contrôles chargées de la régularité des listes électorales des communes du département de

l'Aube,

**Après délibération, le conseil municipal :**

- **DESIGNE** Madame Pascale JACQUEL en qualité de membre du conseil municipal pour faire partie de la commission de contrôle des listes électorales,
- **DESIGNE** Monsieur Didier PERROT en qualité de délégué de l'administration pour faire partie de la commission de contrôle des listes électorales,
- **DESIGNE** Monsieur Michel MULLER en qualité de délégué judiciaire pour faire partie de la commission de contrôle des listes électorales

**12 voix pour**

**- Résiliation de bail de terre AOC**

Monsieur Jean-Louis DESMIER, 1<sup>er</sup> Adjoint, explique que dans un courrier en date du 14 décembre 2023, le preneur de la parcelle de terre AOC cadastrée ZM n°2 lieudit « Haut du champ gravier » d'une superficie de 00ha 19a 93ca, appartenant à la commune, souhaite résilier le bail afin de prendre sa retraite.

Les droits de plantation appartenant à la demanderesse, Monsieur Jean-Louis DESMIER propose que la commune rachète les droits de plantation afin de pouvoir revendre les 19a 93ca en vignes.

Il est décidé de reporter la décision au prochain conseil après avoir reçu les propositions du notaire Maître DEVREESE. Et de Monsieur Geoffroy PASTORET.

**D04\_24 - Délégation de pouvoir au Maire pour les admissions en non-valeur**

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2<sup>ème</sup> Adjoint, donne lecture du courrier de Madame l'Inspectrice des Finances Publiques :

L'admission en non-valeur est une mesure d'apurement des créances irrécouvrables qui relève des assemblées délibérantes.

Afin de fluidifier la mise en œuvre des admissions en non-valeur, l'article 173 de la loi n°2022-2017 du 21 février 2022 permet aux assemblées délibérantes de déléguer l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables de faible montant aux exécutifs.

Ainsi, les assemblées délibérantes des communes peuvent désormais déléguer leur compétence, sous condition du seuil, au Maire.

Le décret n°2023-523 du 29 juin 2023 fixe les seuils de délégation à respecter. Après concertation avec les associations d'élus, le plafond légal a été fixé à 100 € pour les communes.

La décision d'admission en non-valeur par l'exécutif s'effectue par arrêté.

**Après délibération, le conseil municipal :**

- **DECIDE** de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, la décision d'admission en non-valeur les créances dues d'un montant maximum fixé à 100 €.

**6 voix pour**

**4 voix contre**

**2 abstentions**

**D05\_24 - Désignation du référent déontologue**

Considérant que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local,

Considérant que le référent déontologue ou le collège de référents déontologue doit être désigné par délibération des organes délibérants avant le 1<sup>er</sup> juin 2023 ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences ; que les missions de référent déontologue peuvent notamment être assurées par des personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci ;

Considérant que plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes ;

Vu la délibération de la Communauté de communes du Barséquanais en Champagne n° 60/2023 portant désignation d'un référent déontologue au bénéfice de ses communes membres,

Considérant que toute commune de l'intercommunalité peut, par l'adoption d'une délibération concordante, profiter de cette démarche collective,

Considérant l'accord de la personne désignée ;

**Après délibération, le conseil municipal :**

**DECIDE** de désigner pour référent déontologue, Madame Corinne HERVE, nommée en qualité de référente déontologue des élus, pour la durée du mandat en cours. Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

A la demande du référent déontologue, il peut être mis fin à ses fonctions.

**12 voix pour**

<b>D06_24 - Mise en place de la prime pour le pouvoir d'achat</b>
---

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2<sup>ème</sup> Adjoint, expose :

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, d'un montant forfaitaire, vise à soutenir les agents publics face à l'inflation. Cette prime déjà instaurée pour les agents de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que les militaires par décret n°2023-702 du 31 juillet 2023, a été étendue aux agents publics territoriaux par le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023.

Les bénéficiaires de ce dispositif sont les agents publics, assistants maternels et assistants familiaux employés par les collectivités territoriales, les établissements publics et leurs groupements d'intérêts public, à l'exception de ceux de l'Etat et relevant de l'article L.5 du code général de la fonction publique.

**Après délibération, le conseil municipal :**

- **APPROUVE** la création d'une prime de pouvoir d'achat à l'ensemble des agents

éligibles,

- **FIXE** le barème suivant la rémunération brute de chaque agent entre le 1<sup>er</sup> juillet 2022 et le 30 juin 2023 et proratisée selon la quotité de travail et la durée d'emploi sur la période de référence, dans la limite de celui de l'Etat

**12 voix pour**

#### **D07\_24 - Amortissement ligne électrique renfort RESEA**

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2<sup>ème</sup> Adjointe, rappelle à l'assemblée que, conformément à l'instruction comptable M49, il convient de procéder à l'amortissement des immobilisations ainsi qu'à l'amortissement des subventions perçues. Monsieur Grandnom, Conseiller au Décideurs Locaux, nous a avisé d'un bien enregistré au 21351 sous le numéro 213/1980/LIGNEELECTRIQUE RENFOERT RESEA n'avait pas fait l'objet d'un amortissement, et qu'il convient de l'intégrer aux amortissements de 2024.

**Après délibération, le conseil municipal :**

**DECIDE** de procéder à l'amortissement linéaire suivant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024

<b><i>Immobilisation à amortir</i></b>	<b><i>Montant à amortir</i></b>	<b><i>durée d'amortissement</i></b>
Ligne électrique renfort réseau	4.994,11 €	3 ans soit 1.664,70 €/an
Renouvellement pont brosse n°2	2.936,57 €	10 ans soit 293,66 €/an

**12 voix pour**

#### **D08\_24 - Demandes de subventions**

Monsieur Georges ROYER, 3<sup>ème</sup> Adjoint, explique aux membres du conseil municipal que :

- l'A.D.A.M.A..10 (Association Départementale des Anciens Maires et Adjointes de l'Aube) sollicite une subvention. Il demande l'avis du conseil.
- Le CFA BTP de Pont Sainte Marie sollicite une subvention, accueillant un apprenti de la commune.
- Le comité départemental Handisport sollicite une subvention afin de monter un club pour handicapés physiques pour réaliser des sorties en milieu naturel
- L'association française des sclérosés en plaques sollicite une subvention de fonctionnement pour 2024.
- La protection civile de l'Aube sollicite une subvention de fonctionnement, pour l'acquisition de matériels de formation et opérationnels.
- La Société Avicole et Viticole du Barséquanais sollicite une subvention pour l'organisation de la foire concours de Bar sur Seine

**Après délibération, le Conseil Municipal :**

**REFUSE** l'octroi des subventions demandées pour

- L'A.D.A.M.A.10
- Le comité départemental Handisport
- L'association française des sclérosés en plaques
- La Société Avicole et Viticole du Barséquanais

**ACCEPTE** d'accorder une subvention pour

- Le CFA BTP de Pont Sainte Marie : 65,00 €
- La protection civile de l'Aube : 50,00 €

**12 voix pour**

<b>D09_24 - Postes saisonniers</b>
------------------------------------

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;  
vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la  
Fonction Publique Territoriale, notamment le 1° de l'article 3 ;

Considérant qu'il est nécessaire de recruter des agents contractuels pour faire face à un  
besoin lié à un accroissement temporaire d'activité à savoir : diverses tâches liées à l'entretien  
des espaces verts, de la voirie et des bâtiments communaux...

Sur le rapport de Monsieur DESMIER Jean Louis ; il est demandé de recruter un agent à temps  
complet et 2 agents à temps partiel

Après échanges avec les conseillers, Monsieur DESMIER soumet au vote l'ouverture d'un  
poste d'agent technique contractuel à temps complet

**Après délibération, le Conseil Municipal :**

- **DECIDE** le recrutement d'un agent contractuel dans le grade d'Adjoint Technique relevant de la catégorie C, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> mars 2024 au 30 Octobre 2024 inclus.
- **PRECISE** que l'agent assurera des fonctions d'Adjoint Technique à temps complet pour une durée de service de 35 heures hebdomadaires. Sa rémunération sera calculée par référence à l'indice brut 367 IM 361 du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

**12 voix pour**

<b>D10_24 - Demande d'annulation des plans d'alignement départementaux</b>
--

Par délibération du 23 octobre 2023, le conseil municipal de Mussy sur Seine a décidé d'engager la révision du Plan Local d'Urbanisme. La commune de Mussy sur Seine est traversée par une route départementale concernée par un plan d'alignement :

- La RD 17 (plan approuvé le 29 avril 1886),
- La RD 17B et RD 17C (plan approuvé le 22 août 1884)

Selon la procédure réglementaire, les plans d'alignement sont établis ou supprimés par décision de la collectivité publique propriétaire des voies concernées.

Les logiques qui ont dicté leur élaboration sont actuellement dépassées. Dans le passé, l'objectif des plans d'alignement était l'élargissement et/ou le redressement systématique des voies, en vue de fluidifier la circulation automobile.

Aujourd'hui la recherche d'une meilleure qualité de vie à l'intérieur des agglomérations conduit à repenser la place de l'automobile. Les communes envisagent divers aménagements destinés à réduire la vitesse des véhicules en traversée de village : ralentisseurs, créations d'écluses et autres techniques de réductions des largeurs de voirie. Cette tendance s'oppose aux principes ayant guidé l'établissement des plans d'alignement.

L'enquête publique portant sur la révision du PLU sera menée conjointement à celle relative à la suppression du Plan d'Alignement Départemental.

**Après délibération, le conseil municipal :**

- **EMET** un avis favorable à la suppression des plans d'alignement départementaux et sollicite le département afin que ce dernier délibère en vue de l'abrogation de la servitude d'utilité publique sur la RD 17 (plan approuvé le 29 avril 1886) et les RD 17B et RD 17C (plan approuvé le 22 août 1884)

## 12 voix pour

### D11\_24 - SDEA Pose de luminaires rue des Degrés

Monsieur Jean-Louis DESMIER, 1<sup>er</sup> Adjoint, expose qu'il y a lieu de prévoir le renforcement de l'installation communale d'éclairage public rue des Degrés.

Monsieur DESMIER rappelle que la commune adhère au Syndicat Départemental d'Energie de l'Aube (SDEA) et qu'elle lui a transféré la compétence relative à :

- La « maîtrise d'ouvrage des investissements d'éclairage public de mise en lumière » au moment de son adhésion au Syndicat,
- La « maintenance préventive et curative des installations d'éclairage public et de mise en lumière » par délibération du conseil municipal en date du 13 février 1974.

Les travaux précités incombent donc au SDEA, ils comprennent :

- La fourniture et la pose sur façade de 2 luminaires de style avec appareillage de classe 2 à LED,
- La fourniture et la pose en parallèle de la ligne aérienne basse tension, d'une ligne aérienne d'éclairage public physiquement et électriquement séparée, en câble isolé de section 2x25<sup>2</sup> aluminium sur une longueur d'environ 20 m, pour mise en conformité de l'installation d'éclairage public.

Selon les dispositions des délibérations n°15 du 10 décembre 2021 et n°11 du 16 mars 2018 du bureau du SDEA, le coût hors TVA de ces travaux est estimé à 2.200,00 euros, et la contribution communale serait égale à 50% de cette dépense (soit 1.100,00 euros.)

Afin de réaliser ces travaux, un fonds de concours peut être versé par la commune au SDEA en application de l'article L5212-26 du code général des collectivités territoriales. S'agissant de la réalisation d'un équipement, ce fonds de concours est imputable en section d'investissement dans le budget communal.

Comme le permettent les articles L4531-1 et L4531-2 du code du travail aux communes de moins de 5000 habitants, il est possible de confier au maître d'œuvre du SDEA le soin de désigner le ou les coordonnateurs éventuellement nécessaire pour l'hygiène et la sécurité du chantier.

### Après délibération, le conseil municipal :

- **DEMANDE** au SDEA la réalisation de travaux définis ci-dessus par Monsieur DESMIER,
- **S'ENGAGE** à ce qu'un fonds de concours soit versé au SDEA, maître d'ouvrage, sur présentation d'un décompte définitif, dans les conditions des délibérations n°15 du 10 décembre 2021 et n°11 du 16 mars 2018 du bureau du SDEA. Ce fonds de concours est évalué provisoirement à 1.100,00 euros.
- **S'ENGAGE** à inscrire aux budgets correspondants les crédits nécessaires,
- **DEMANDE** au SDEA de désigner s'il y a lieu le coordonnateur pour l'hygiène et la sécurité du chantier, celui-ci étant rémunéré par le SDEA pour cette mission,
- **PRECISE** que les installations d'éclairage public précités, propriété de la commune,

seront mises à disposition du SDEA en application de l'article L1321.1 du code général des collectivités territoriales.

## **12 voix pour**

### **D12\_24 – Abrogation du plan d'alignement de voirie communale**

Par délibération du 23 octobre 2023, le conseil municipal de Mussy sur Seine a décidé d'engager la révision du Plan Local d'Urbanisme sur l'ensemble de son territoire.

La commune de Mussy sur Seine est concernée par un plan d'alignement de la voirie communale approuvé le 29 juillet 1851.

Selon la procédure règlementaire, les plans d'alignement sont établis ou supprimés par décision de la collectivité publique propriétaire des voies concernées.

Les logiques qui ont dicté leur élaboration sont actuellement dépassées. Dans le passé, l'objectif des plans d'alignement était l'élargissement et/ou le redressement systématique des voies, en vue de fluidifier la circulation automobile.

Aujourd'hui la recherche d'une meilleure qualité de vie à l'intérieur des agglomérations conduit à repenser la place de l'automobile. Les communes envisagent divers aménagements destinés à réduire la vitesse des véhicules en traversée de village : ralentisseurs, créations d'écluses et autres techniques de réductions des largeurs de voirie. Cette tendance s'oppose aux principes ayant guidé l'établissement des plans d'alignement.

L'enquête publique portant sur la révision du PLU sera menée conjointement à celle relative à la suppression du Plan d'Alignement.

#### **Après délibération, le conseil municipal :**

- **EMET** un avis favorable à la suppression des plans d'alignement des plans d'alignement de la voirie communale et décide l'abrogation de la servitude d'utilité publique sur les routes communales concernées par le Pla d'Alignement approuvés le 29 juillet 1851.

## **12 voix pour**

### **Questions diverses**

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de Madame la sénatrice Vanina Paoli-Gagin concernant le site nucléaire de Nogent sur Seine.  
Il expose également le résumé des toutes les actions de la sénatrice.

Monsieur Georges ROYER, donne lecture d'un courrier de Monsieur François BAROIN, Président de l'AMF 10 pour soutenir les agriculteurs.

Monsieur le Maire donne lecture d'un courrier de Madame la Préfète, qui informe de la mise en place d'un dispositif de d'appui psychologique en cas d'agression d'un élu.

Il précise également au conseil municipal que la newsletter de Madame la sénatrice, Evelyne PERROT peut être consultée au secrétariat de la Mairie.



Monsieur le Maire explique au conseil municipal que dans le cadre de la révision du PLU de la commune, il faut étudier le point sur le périmètre de 500 mètres autour des bâtiments historique.

Il évoque également le projet d'un administré de pouvoir recevoir des touristes en bus.

Ayant rencontré Monsieur PICHERY, Président du Conseil Départemental, lors des vœux de la Communauté de Communes du Barséquanais, celui-ci lui a fait part de sa future visite audit administré, pour une éventuelle participation à la réfection du chemin du four à chaux.

Madame Marie-Luce LOISEAU, explique au conseil municipal, la fongibilité des crédits qui n'est qu'une simple opération comptable, il y a lieu d'effectuer des transferts de chapitre à chapitre pour faire face aux dépenses imprévues.

En 2022, une enveloppe pour l'augmentation des coûts de l'énergie a été octroyée à la commune. La commune ayant fait de meilleurs résultats dans ce domaine, la commune doit rembourser cette somme.

Monsieur Pierre WOTAWA, conseiller délégué, informe l'assemblée du coût estimé de la fresque « Rachi » envisagée sur le mur intérieur des Halles.

Il informe également que les échafaudages, qui sont à l'intérieur de la collégiale, sont en cours de démontage Il propose, comme cela se pratique généralement, de faire don des matériaux métalliques aux entreprises qui démonteront gratuitement en échanges. En revanche les planches de bois seront remises à la mairie.

Monsieur Geoffroy PASTORET, conseiller municipal revient sur la situation de la famille victime de l'incendie du mois de décembre.

Il fait le constat du grand nombre de maisons inhabitées sur le territoire de la commune, souvent « visitées » ou squattées.

Il se demande comment faire face à cette situation. Le Maire profitera de l'opération menée par le CDHU pour alerter tous les propriétaires concernés.

D'autre part, il revient sur le problème de vitesse excessive des véhicules rue Gambetta et ailleurs, des stops non respectés sans oublier les sens interdit. Monsieur Jean-Louis DESMIER lui demande de proposer une solution.

Madame Sylvie FASENTIEUX, conseillère municipale, alerte les conseillers municipaux sur l'état de la route de Gommeville.

Monsieur DESMIER indique qu'à ce jour, trois plaintes ont été déposées en mairie concernant des dégradations de véhicules (pneu) qui seraient parvenues sur cette route. Il propose de prendre un arrêté pour une vitesse limitée à 30 km/h. et d'installer des panneaux avertisseurs et des réflecteurs de chantier pour indiquer la largeur de la route. Cette proposition sera réalisée dans les meilleurs délais.

Monsieur Georges ROYER fait un point sur le projet de « city-stade » après la réunion de la commission « animation du village » du 16 janvier dernier.

Madame la députée, Valérie BAZIN-MALGRAS est très favorable à ce projet.

L'évaluation du projet serait aux alentours de 100.000 euros HT. Il est probable que la commune obtienne des subventions à hauteur au minimum de 80%. Les associations de Mussy sur Seine se propose d'aider au financement du reste à charge en organisant des manifestations au profit du city-stade.

Monsieur le Maire présente au conseil municipal les propositions de cadeaux envisagées pour les nouveaux mariés. Il n'y a pas d'avis tranchés.

Les sujets étant épuisés, le Maire lève la séance à 20h55.